

SECURITY  
COUNCILCONSEIL  
DE SECURITES/214  
13 December 1946  
FRENCH  
ORIGINAL : ENGLISHEXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT LE  
CONSEIL DE SECURITE EST SAISI ET DU POINT OU EN EST ARRIVE LEUR  
EXAMEN

En application de l'Article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de soumettre ci-dessous l'exposé succinct des questions dont le Conseil de sécurité est saisi, et du point où en est arrivé leur examen à la date du 13 décembre 1946.

1. La question iranienne

La demande présentée par l'Iran en date du 19 janvier 1946 (page 13, n° 2 du Journal du Conseil de sécurité), a été examinée à la troisième et à la cinquième séance du Conseil à Londres. A la cinquième séance, le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution invitant les parties à lui faire connaître les résultats auxquels elles auraient abouti dans leurs négociations. Il s'est réservé le droit, dans l'intervalle, de s'informer de l'état des négociations.

Par une lettre en date du 18 mars 1946, adressée au Président du Conseil (S/15), l'Ambassadeur d'Iran a de nouveau fait appel au Conseil. La question iranienne a encore été étudiée au cours des vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième, vingt-neuvième et trentième séances. Après diverses décisions concernant la procédure, le Conseil a adopté, par neuf voix (le représentant de l'URSS étant absent et celui de l'Australie s'étant abstenue), la résolution suivante :

"Le Conseil décide d'ajourner la suite des débats concernant la demande iranienne au 6 mai, date à laquelle le Gouvernement soviétique et le Gouvernement iranien sont invités à faire connaître au Conseil si le territoire de l'Iran a été complètement évacué par les troupes soviétiques et le Conseil examinera s'il y a lieu de consacrer de nouveaux débats à la demande iranienne, il est toutefois entendu que, si, dans l'intervalle, le Gouvernement soviétique, le Gouvernement iranien ou tout membre du Conseil de sécurité porte à la connaissance du Secrétaire général des faits qui puissent entraîner

un retard, ou risquent d'entraîner un retard, dans le prompt retrait des troupes soviétiques de l'Iran, conformément aux assurances données au Conseil par l'Union soviétique, le Secrétaire général saisira immédiatement le Conseil de ces informations, qui feront l'objet du premier point de l'ordre du jour".

(Page 450-459, Journal du Conseil de sécurité, No 24).

Par une lettre en date du 6 avril 1946 adressée au Président du Conseil (S/30), le représentant de l'URSS a proposé que la question iranienne fût retirée de l'ordre du jour du Conseil.

Par une lettre en date du 9 avril 1946 adressée au Secrétaire général (S/33), l'Ambassadeur d'Iran s'est opposé à cette proposition.

Par une lettre en date du 15 avril 1946 adressée au Président du Conseil (S/37), l'Ambassadeur d'Iran a communiqué le texte d'un télégramme émanant de son Gouvernement et faisant connaître qu'il retirait la plainte formulée par-devant le Conseil.

A la trente-troisième séance, le Secrétaire général a soumis un mémorandum au Président du Conseil (S/39), au sujet des effets juridiques des lettres ci-dessus mentionnées du représentant de l'URSS et de l'Ambassadeur d'Iran. Le Conseil a décidé de renvoyer ce mémorandum au Comité d'experts. Le représentant de la France a présenté un projet de résolution aux termes duquel :

"Le Conseil de sécurité demande au Secrétaire général de recueillir les informations nécessaires pour compléter le rapport du Conseil à l'Assemblée, prévu à l'Article 24 de la Charte, sur la manière dont il a traité le cas qu'il avait inscrit à son ordre du jour le 26 mars dernier, sur la demande, maintenant retirée, du Gouvernement de l'Iran".

(Page 522, Journal du Conseil de sécurité, No 27)

A la suite d'une discussion, il a été décidé qu'aucune autre mesure touchant la question iranienne ne pouvait être prise avant que le Conseil n'ait reçu le rapport du Comité d'experts.

A la trente-sixième séance, le Conseil a étudié le rapport du Président du Comité d'experts (S/42). Le Conseil a continué à discuter les questions soulevées dans les lettres mentionnées ci-dessus du représentant de l'URSS

et de l'Ambassadeur d'Iran. Le représentant de l'URSS s'est rallié à la résolution précitée et proposée par le représentant de la France. Cette résolution a reçu trois voix (France, Pologne et URSS) et a été repoussée.

Le représentant de l'URSS a déclaré que la décision du Conseil de maintenir la question iranienne à l'ordre du jour était contraire à la Charte. Par conséquent, la délégation soviétique n'a pas considéré possible de continuer à participer à la discussion de la question iranienne au Conseil.

Par une lettre en date du 6 mai 1946 adressée au Président du Conseil (S/53), l'Ambassadeur d'Iran, conformément à la résolution adoptée par le Conseil le 4 avril, a fait un rapport au Conseil sur le retrait des troupes soviétiques.

A sa quarantième séance, le Conseil a adopté par dix voix (le représentant de l'URSS étant absent), la résolution suivante proposée par le représentant des Etats-Unis :

"Le Conseil de sécurité

Considérant que d'après la déclaration présentée par le Gouvernement iranien dans son rapport préliminaire soumis le 6 mai pour donner effet à la résolution du 4 avril 1946, ce Gouvernement n'est pas en mesure de dire si, à la date du 6 mai, toutes les troupes soviétiques ont été entièrement retirées de l'ensemble du territoire de l'Iran;

ajourne la suite des débats sur la question iranienne afin de donner au Gouvernement iranien le temps de s'assurer, par l'intermédiaire de ses représentants officiels, que toutes les troupes soviétiques ont été retirées de l'ensemble du territoire de l'Iran;

invite le Gouvernement iranien à lui soumettre un rapport complet sur la question aussitôt qu'il aura reçu les renseignements nécessaires et, au cas où ces renseignements ne lui seraient pas parvenus à la date du 20 mai, à faire connaître à cette date les informations dont il dispose;

et décide qu'immédiatement après avoir reçu du Gouvernement iranien le rapport en question, il examinera la suite que, le cas échéant, les débats comporteront". (Page 635, Journal du Conseil de sécurité, n°33).

Par deux lettres en date des 20 et 21 mai 1946 adressées au Président du Conseil (S/66 et S/68), l'Ambassadeur d'Iran, conformément aux résolutions adoptées par le Conseil les 4 avril et 3 mai 1946, a présenté des rapports

contenant des renseignements supplémentaires sur les questions portées à l'attention du Conseil par le Gouvernement iranien.

Au cours de sa quarante-troisième séance, le Conseil a adopté la résolution suivante, présentée par le représentant des Pays-Bas :

"La suite des débats sur la question iranienne est ajournée jusqu'à une date prochaine; le Conseil sera convoqué à la demande de l'un de ses membres". (Page 711, Journal du Conseil de sécurité, n°36).

Par une lettre en date du 5 décembre 1946, adressée au Secrétaire général (S/204), l'Ambassadeur d'Iran à Washington a transmis un rapport sur la situation qui existe actuellement dans la province d'Azerbaïdjan.

## 2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte

Au cours de sa deuxième séance, le Conseil a adopté l'ordre du jour provisoire de ses premières réunions, proposé par la Commission préparatoire. Il a ajourné l'examen du point 10 de cet ordre du jour provisoire :

"Délibération sur les meilleurs moyens à employer pour aboutir à la conclusion des accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte".

## 3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité

Conformément aux instructions données par le Conseil au cours de ses première, sixième et vingt-troisième séances, le Comité d'experts a rédigé un règlement intérieur provisoire et des avis relatifs aux communications émanant de particuliers et d'organismes non gouvernementaux.

Au cours de sa trente et unième séance, le Conseil a adopté ce règlement provisoire et ces avis, après y avoir apporté de légères modifications. On a convenu que le Comité d'experts rédigerait, pour le règlement intérieur provisoire, des articles supplémentaires qu'il soumettra au Conseil.

Au cours de ses quarante et unième, quarante-deuxième, quarante-quatrième et quarante-huitième séances, le Conseil a adopté des articles supplémentaires du règlement intérieur provisoire, rédigés par le Comité d'experts. Au cours de la quarante-deuxième séance, le représentant de l'Australie a présenté une résolution relative à l'admission de nouveaux

membres : n'ayant obtenu qu'une voix, cette résolution a été repoussée. Les articles du règlement intérieur provisoire, adoptés jusqu'ici par le Conseil constituent le document S/96.

4. Statut et règlement intérieur du Comité d'Etat-major

Au cours de la vingt-troisième séance, on a décidé de différer l'examen du rapport du Comité d'Etat-major relatif à son statut et à son règlement intérieur (S/10). Le Comité d'experts a été chargé d'examiner ce rapport. On a également décidé qu'en attendant l'approbation de son rapport par le Conseil de sécurité, le Comité d'Etat-major serait autorisé à poursuivre ses travaux, dans le sens indiqué par le rapport.

Au cours de la vingt-cinquième séance, on a, de nouveau, renvoyé à plus tard l'étude du rapport, jusqu'à ce que le Comité d'experts ait terminé son examen. Le Comité procède actuellement à cet examen.

5. Procédure relative à l'admission de nouveaux membres

Dans une lettre du 25 novembre (S/196), le Secrétaire général a prié le Président du Conseil de sécurité de saisir le Conseil d'une résolution de l'Assemblée générale, invitant le Conseil de sécurité à constituer une Commission chargée d'entrer en consultation avec une Commission du règlement intérieur de l'Assemblée générale, en vue d'élaborer une procédure relative à l'admission de nouveaux membres, qui puisse être adoptée à la fois par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité.

Au cours de sa quatre-vingt-unième séance, tenue le 29 novembre 1946, le Conseil a chargé le Comité d'experts de désigner un certain nombre de ses membres pour constituer un Comité restreint chargé de se consulter avec la Commission constituée par l'Assemblée et de faire rapport au Conseil de toutes les propositions, en vue d'instructions complémentaires.

Au cours de sa quatre-vingt-troisième séance, tenue le 12 décembre 1946, le Président du Conseil de sécurité a annoncé que le Président du Comité d'experts l'a avisé de la formation d'un Sous-comité, composé des

représentants de la Chine (Président), du Brésil et de la Pologne. Le Président de l'Assemblée générale sera informé que ce Sous-comité est prêt à entrer en consultation avec une commission de l'Assemblée.

6. Nouvel examen de demandes d'admission

Dans une lettre du 25 novembre 1946 (S/197), le Secrétaire général a invité le président du Conseil de sécurité à saisir le Conseil d'une résolution de l'Assemblée générale, recommandant que le Conseil de sécurité procède à un nouvel examen des demandes d'admission de la République populaire d'Albanie, du Royaume hachémite de Transjordanie, de la République populaire de Mongolie, de l'Irlande et du Portugal, en se fondant sur les titres respectifs de ces pays, examinés à la lumière de la Charte, conformément à l'Article 4.

Au cours de la quatre-vingt-unième séance du Conseil de sécurité, tenue le 29 novembre 1946, le représentant de l'Australie a proposé que le Conseil adopte la recommandation de l'Assemblée et renvoie la question au Comité de l'admission des nouveaux membres. Après discussion, le Conseil a décidé d'adopter la première partie de cette proposition, approuvant la résolution de l'Assemblée générale. A la demande du Président, le représentant de l'Australie a retiré la seconde partie de sa proposition à condition qu'avant la prochaine séance du Conseil le Président se consulte avec les membres, en vue d'étudier une méthode de procédure qui donnerait effet au désir du Conseil de collaborer avec l'Assemblée générale, et qui maintiendrait en même temps sans réserve son droit d'agir en toute liberté.

Au cours de la quatre-vingt-deuxième séance du Conseil, le 10 décembre 1946, le Président a annoncé que, de ses entretiens officiels avec les membres du Conseil, il ressortait que, de l'avis général, le nouvel examen de ces demandes devait être remis à plus tard.

7. La question grecque

Dans une lettre en date du 3 décembre 1946, adressée au Secrétaire

général, le Président par intérim de la délégation de la Grèce a demandé, en vertu de l'Article 34 et du paragraphe 1 de l'Article 35 de la Charte, que le Conseil de sécurité examine, le plus tôt possible, une situation qui entraînait un désaccord entre la Grèce et ses voisins. Un mémorandum détaillé était joint, à l'appui de cette demande.

Au cours de sa quatre-vingt-deuxième séance, tenue le 10 décembre 1946, le Conseil a inscrit cette question à son ordre du jour et a adopté la résolution suivante, présentée par le représentant des Pays-Bas :

"IL EST DECIDE :

1°) Que les représentants de la Grèce et de la Yougoslavie seront invités à participer à la discussion sans droit de vote ;

2°) Que les représentants de l'Albanie et de la Bulgarie seront invités de façon à permettre au Conseil de sécurité d'entendre toute déclaration que ces pays souhaiteraient faire;

3°) Si le Conseil de sécurité estime, dans la suite, que la question à l'étude constitue un différend, les représentants de l'Albanie et de la Bulgarie seront invités à participer à la discussion sans droit de vote".

Au cours de la quatre-vingt-troisième séance du Conseil, tenue le 12 décembre 1946, les représentants de la Grèce, de la Yougoslavie, de l'Albanie et de la Bulgarie ont pris place à la table du Conseil. Les représentants de la Grèce et de la Yougoslavie ont fait des déclarations.

